

MORT POUR AVOIR MANIFESTÉ AU TESTET HALTE AUX VIOLENCES POLICIÈRES !

Dans la nuit du samedi 25 octobre, Rémi Fraisse, étudiant de 21 ans est décédé sur le site de Sivens lors de la manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers d'opposantEs au barrage. Il a été tué par l'explosion d'une grenade offensive de la gendarmerie.

Ce drame n'est pas un accident, il est le résultat de plusieurs mois de violences policières croissantes envers les opposantEs pour imposer un projet inutile dont la pertinence est aujourd'hui même remise en cause par un rapport d'experts : trop coûteux, pas adapté aux besoins réels, entraînant des dégradations et destructions environnementales sans réelle prise en compte des solutions alternatives possibles et existantes.

La répression à laquelle ont dû faire face les opposantEs au barrage n'est pas isolée. De peur de voir se multiplier les résistances et les alternatives comme à Notre-Dame-des-Landes, le gouvernement crée un climat de violences et de criminalisation des mouvements sociaux et écologiques. Des dizaines de syndicalistes ont été poursuivis suite à des grèves. Mardi dernier encore des militants et militantes ont été condamné-e-s par la justice pour avoir contesté la ferme des 1 000 vaches.

Les 1^{er} et 2 novembre avait lieu des manifestations dans toute la France pour dénoncer ces violences. Le gouvernement français a fait le choix d'interdire celles de Nantes et de Paris et des policiers se sont rendus aux domiciles des organisateurs et organisatrices de la manifestation. Le choix de l'intimidation a été fait par le gouvernement.

A Toulouse, la manifestation qui regroupait 2 000 personnes n'a pas pu faire plus de 100 mètres. Un important barrage policier a empêché les manifestantEs de sortir de la place du Capitole pendant que la BAC (brigade anti-criminalité) procédait à des contrôles dans le métro et qu'un hélicoptère de la gendarmerie survolait le centre-ville. La ville était militairement occupée pour empêcher toute manifestation de solidarité. Dès que les manifestantEs ont cherché à contourner la police, celle-ci a répliqué avec des gaz lacrymogènes et des coups de matraques. Le choix de la violence a été fait par le gouvernement.

Samedi, oui, il y a eu de la violence. Mais contrairement à ce qu'affirment des médias serviles, celle-ci n'a pas été le fait de manifestantEs. Ce ne sont pas seulement les manifestantEs mais aussi les passantEs, les touristes qui ont subi la violence de la police. Prétendre le contraire c'est mentir face aux faits. Dans la plupart des villes françaises, la police a provoqué des violences en usant systématiquement de l'arsenal répressif dans l'unique intention d'intimider ceux et celles qui se lèvent face à l'injustice et au meurtre. Tandis que le gouvernement Valls laisse l'extrême droite et la droite manifester en toute impunité (Manif pour tous, Sauvons Calais...), il réprime et interdit les manifestations de soutien aux Palestien-ne-s ou contre les violences policières.

Un jeune manifestant de 21 ans est mort. C'est un crime d'Etat. Cet acte ne peut rester sans réaction. C'est pourquoi, nous appelons tous ceux et toutes celles qui souhaitent exprimer leur indignation face à ce crime odieux, tous ceux et celles qui veulent défendre notre droit à manifester, à contester les politiques qui vont à l'encontre des intérêts de la majorité de la population à se rassembler partout en France.

A travers ces rassemblements, nous demandons :

- L'arrêt immédiat des travaux et l'abandon définitif du projet de barrage de Sivens, et la réhabilitation du site en zone humide.
- Que la vérité soit faite sur la mort de Rémi. Il faut établir les responsabilités à tous les niveaux, pas seulement celles de celui qui a lancé la grenade mais celles aussi des donneurs d'ordre.
- Nous voulons faire cesser les violences policières. Aujourd'hui c'est un manifestant qui a été tué mais nous rappelons que les violences policières font fréquemment des victimes notamment dans les quartiers populaires. L'utilisation d'armes par les forces de l'ordre doit être prohibée.

**Rassemblement et manifestation
Jean-Jaurès/Wilson-Palais de Justice
samedi 8 novembre, 14 h**

Tant qu'il y aura des bouilles, Solidaires Etudiants, CSR, AL, NPA